



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION MAI 2017

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active au T4 2016. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,1 point. Fin mars 2017, le département compte 70 590 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une hausse de 0,4 % par rapport à fin décembre 2016 (+ 270 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 101 320, en hausse de 0,3 % par rapport à fin décembre 2016 (+ 340 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 50 640 (autant qu'en décembre 2016)+ 10 demandeurs d'emploi et le nombre de femmes à 50 680 (+0,7 % par rapport à fin décembre 2016, soit + 330 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 10 730 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (-1,2 % par rapport à fin décembre 2016, soit - 130 demandeurs d'emploi) et 28 530 seniors de 50 ans et plus (+1,3 % par rapport à fin décembre 2016, soit + 370 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 40 600, en hausse de 0,6 % par rapport à fin décembre 2016 (+ 230 demandeurs d'emploi).

A la fin du T4 2016, les Alpes-Maritimes comptent 264 554 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 104 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 258 188 (-0,1 %, soit - 249 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 6 366 (+5,9 %, soit + 353 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 31 175 emplois salariés marchands y compris intérim, en baisse de 77 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,2 %) : -132 emplois hors intérim et +55 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 22 985, en hausse de 253 (+1,1 %) : +96 emplois hors intérim et +157 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 210 077, en baisse de 108 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) : - 213 emplois hors intérim et +105 emplois intérimaires.

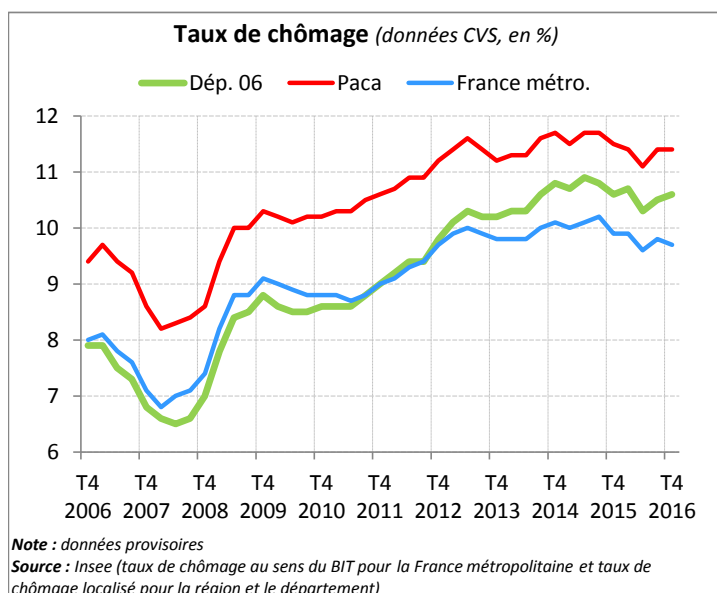
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 1 390 CUI et 171 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T4 2016 (soit respectivement - 159 et - 57 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T4 2016, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 3 348 bénéficiaires de CUI et 1 098 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement - 283 et - 251 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2016 à février 2017, le département enregistre 3 877 contrats d'apprentissage, soit 5 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)					
Taux de chômage	10,6 %	T4 2016	+0,1 pt	T3 2016	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A	70 590	Fin mars 2017	+ 270	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	36 410	Fin mars 2017	- 260	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	34 180	Fin mars 2017	+ 530	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	7 860	Fin mars 2017	- 10	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	20 480	Fin mars 2017	+ 180	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	101 320	Fin mars 2017	+ 340	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	50 640	Fin mars 2017	+ 10	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	50 680	Fin mars 2017	+ 330	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	10 730	Fin mars 2017	- 130	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	28 530	Fin mars 2017	+ 370	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	40 600	Fin mars 2017	+ 230	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	21 280	Fin mars 2017	+ 210	Fin décembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Entrées</i>	31 720	T1 2017	-3,4 %	T4 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Sorties</i>	30 660	T1 2017	-4,8 %	T4 2016	Pôle emploi, Dares
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié marchand	264 554	Fin T4 2016	+ 104	Fin T3 2016	Insee
<i>Industrie y compris intérim</i>	31 175	Fin T4 2016	- 77	Fin T3 2016	Insee, Dares
<i>Construction y compris intérim</i>	22 985	Fin T4 2016	+ 253	Fin T3 2016	Insee, Dares
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	210 077	Fin T4 2016	- 108	Fin T3 2016	Insee, Dares
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)	1 390	T4 2016	- 159	T4 2015	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	3 348	Fin T4 2016	- 283	Fin T4 2015	ASP
Embauches en emploi d'avenir	171	T4 2016	- 57	T4 2015	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	1 098	Fin T4 2016	- 251	Fin T4 2015	ASP
Contrats d'apprentissage	3 877	Campagne juin 2016 - février 2017	+ 5	Campagne juin 2015 - février 2016	Dares, Direccte Paca

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Taux de chômage

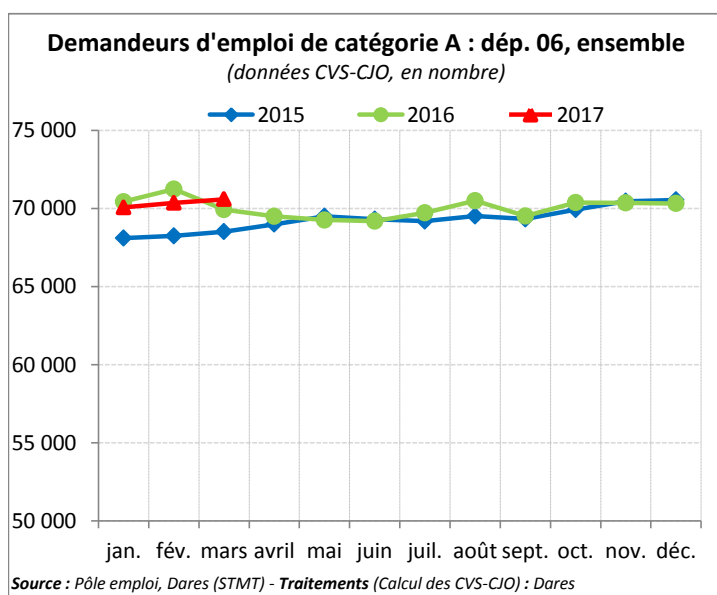


- Au T4 2016, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,1 point. Sur un an, il est stable.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 11,4 % de la population active au T4 2016. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Sur un an, il diminue de 0,1 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,7 % de la population active au T4 2016. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,1 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



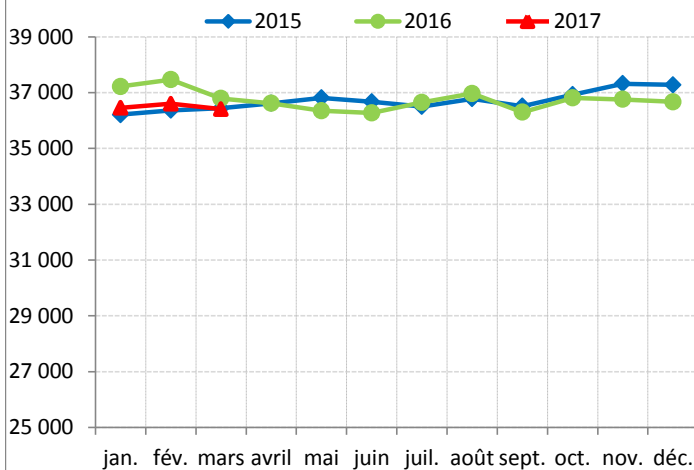
- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 70 590. Par rapport à fin décembre 2016, il est en hausse de 0,4 % (+ 270 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,9 % (+ 660 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 326 310 fin mars 2017, soit une hausse de 0,3 % par rapport à fin décembre 2016 (+1 130 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,3 % sur un an (+4 220 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 508 100 fin mars 2017, soit une hausse de 1,2 % par rapport à fin décembre 2016 (+41 000 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,9 % sur un an (-31 900 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes
(données CVS-CJO, en nombre)



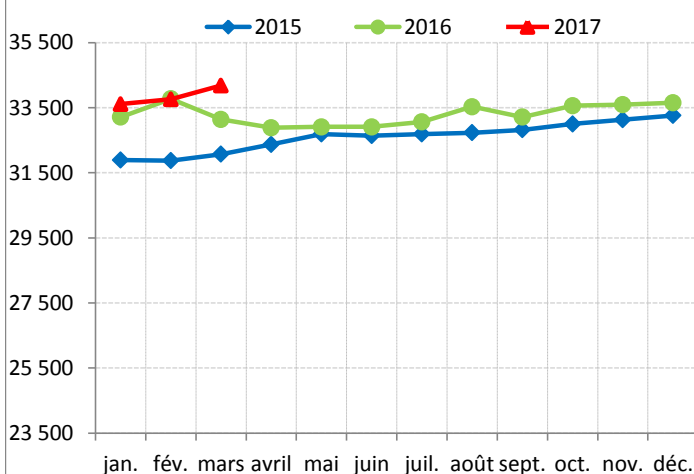
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 36 410. Par rapport à fin décembre 2016, il est en baisse de 0,7 % (- 260 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,0 % (- 380 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 169 340 fin mars 2017, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin décembre 2016 (- 710 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,2 % sur un an (- 370 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 814 300 fin mars 2017, soit une hausse de 0,4 % par rapport à fin décembre 2016 (+7 400 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,5 % sur un an (-45 700 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes
(données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

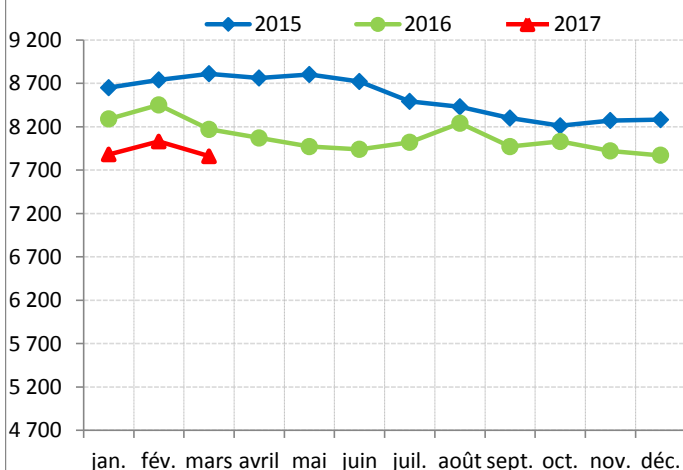
- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 34 180. Par rapport à fin décembre 2016, il est en hausse de 1,6 % (+ 530 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,1 % (+1 040 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 156 970 fin mars 2017, soit une hausse de 1,2 % par rapport à fin décembre 2016 (+1 840 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,0 % sur un an (+4 590 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 693 800 fin mars 2017, soit une hausse de 2,0 % par rapport à fin décembre 2016 (+33 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,8 % sur un an (+13 800 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans
(données CVS-CJO, en nombre)



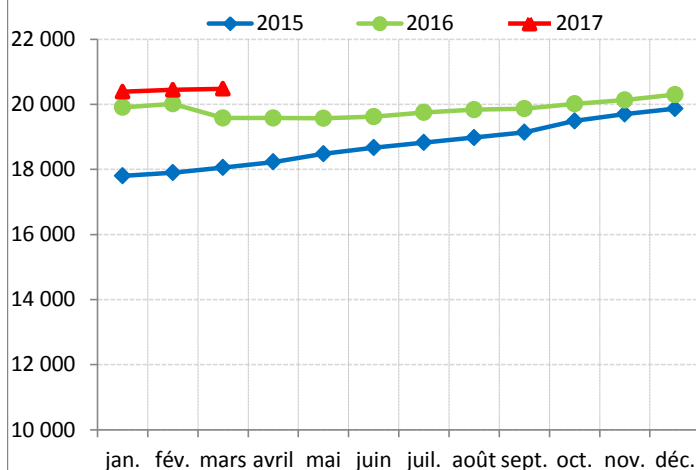
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 7 860. Par rapport à fin décembre 2016, il est en baisse de 0,1 % (- 10 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,8 % (- 310 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 41 050 fin mars 2017, soit une baisse de 0,6 % par rapport à fin décembre 2016 (- 230 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,6 % sur un an (-1 090 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 481 400 fin mars 2017, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin décembre 2016 (+3 900 demandeurs d'emploi) et une diminution de 5,8 % sur un an (-29 600 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, 50 ans et plus (données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

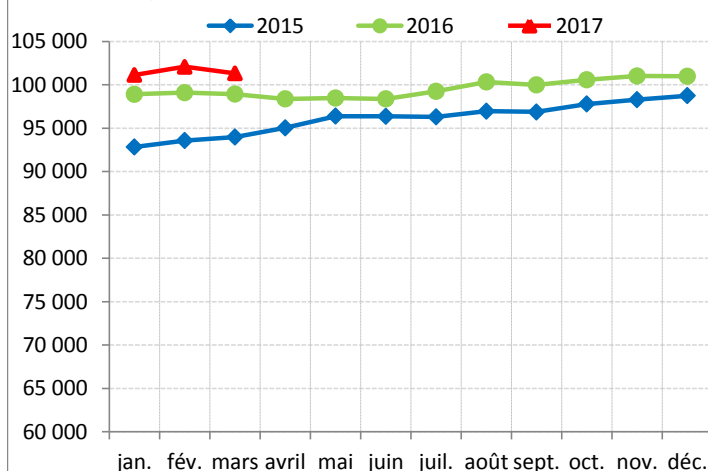
- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 20 480. Par rapport à fin décembre 2016, il est en hausse de 0,9 % (+ 180 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,6 % (+ 900 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 88 700 fin mars 2017, soit une hausse de 1,5 % par rapport à fin décembre 2016 (+1 310 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,4 % sur un an (+4 540 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 921 000 fin mars 2017, soit une hausse de 1,7 % par rapport à fin décembre 2016 (+15 200 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,7 % sur un an (+32 800 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C : dép. 06, ensemble (données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

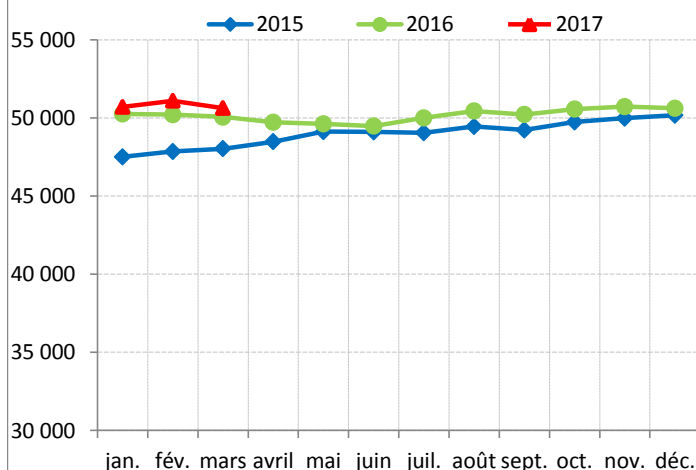
- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 101 320. Par rapport à fin décembre 2016, il est en hausse de 0,3 % (+ 340 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,4 % (+2 400 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 483 140 fin mars 2017, soit une hausse de 0,6 % par rapport à fin décembre 2016 (+3 060 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,8 % sur un an (+13 080 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 503 800 fin mars 2017, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin décembre 2016 (+40 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,9 % sur un an (+48 700 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C : dép. 06, hommes (données CVS-CJO, en nombre)

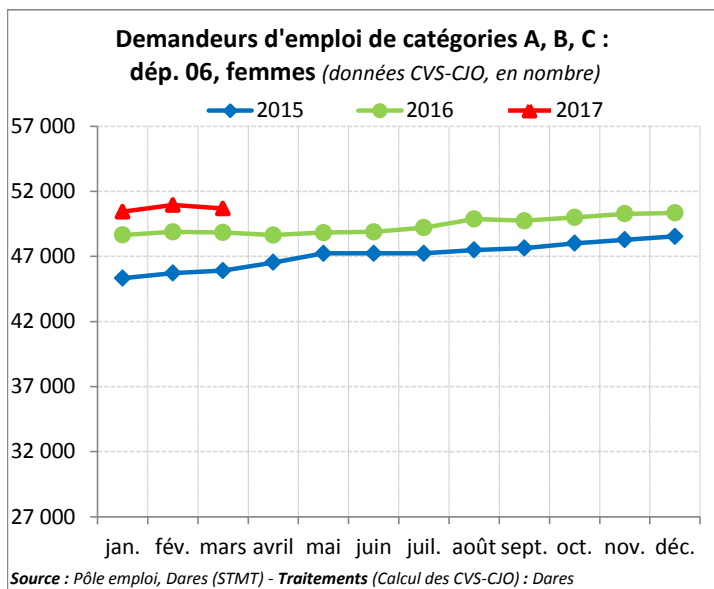


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 50 640. Par rapport à fin décembre 2016, il est stable (+ 10 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,1 % (+ 570 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 241 140 fin mars 2017, soit une hausse de 0,1 % par rapport à fin décembre 2016 (+ 300 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,7 % sur un an (+4 040 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 705 500 fin mars 2017, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin décembre 2016 (+6 400 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,3 % sur un an (-7 200 demandeurs d'emploi).

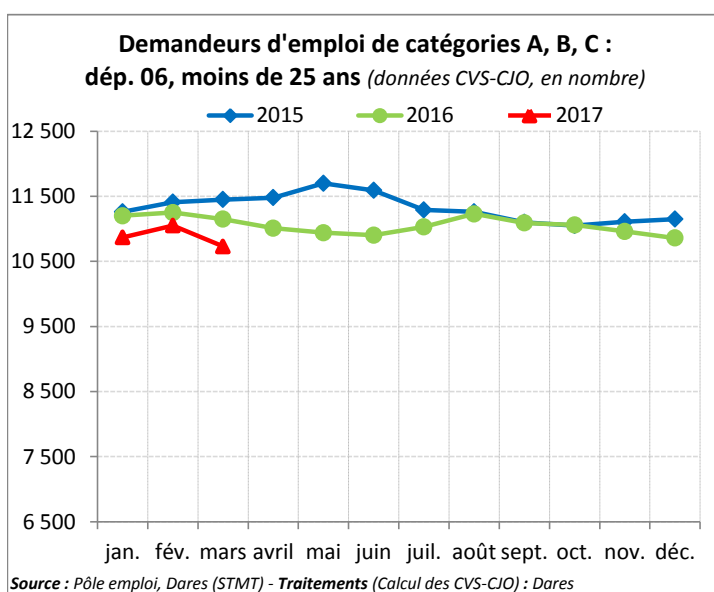


- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 50 680. Par rapport à fin décembre 2016, il est en hausse de 0,7 % (+ 330 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,7 % (+1 830 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 242 000 fin mars 2017, soit une hausse de 1,2 % par rapport à fin décembre 2016 (+2 760 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,9 % sur un an (+9 040 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 798 300 fin mars 2017, soit une hausse de 1,2 % par rapport à fin décembre 2016 (+33 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,0 % sur un an (+55 900 demandeurs d'emploi).

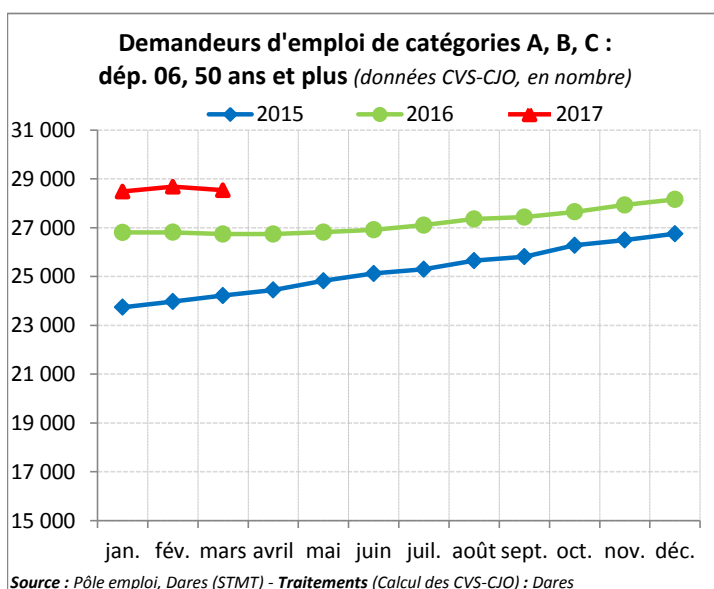
Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 10 730. Par rapport à fin décembre 2016, il est en baisse de 1,2 % (- 130 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,8 % (- 420 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 58 750 fin mars 2017, soit une baisse de 1,0 % par rapport à fin décembre 2016 (- 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,8 % sur un an (-1 090 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 736 200 fin mars 2017, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin décembre 2016 (-3 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 5,2 % sur un an (-40 300 demandeurs d'emploi).

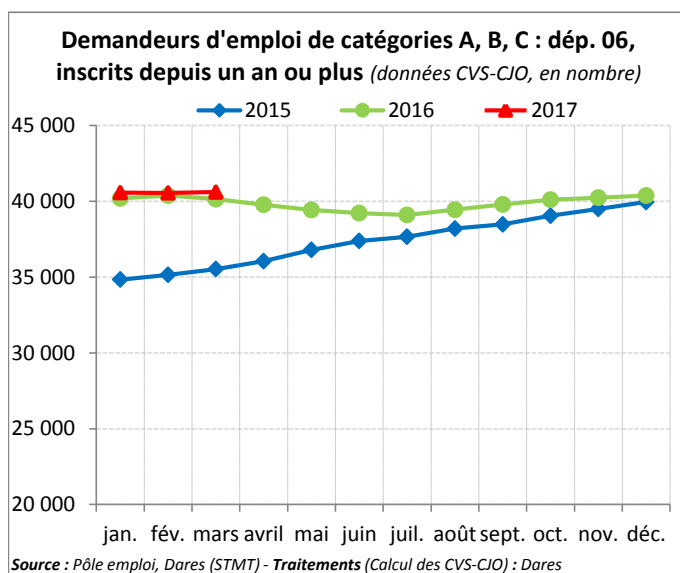


- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 28 530. Par rapport à fin décembre 2016, il est en hausse de 1,3 % (+ 370 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,7 % (+1 790 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 125 790 fin mars 2017, soit une hausse de 1,9 % par rapport à fin décembre 2016 (+2 360 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 7,4 % sur un an (+8 660 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 357 100 fin mars 2017, soit une hausse de 1,6 % par rapport à fin décembre 2016 (+21 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,7 % sur un an (+73 700 demandeurs d'emploi).

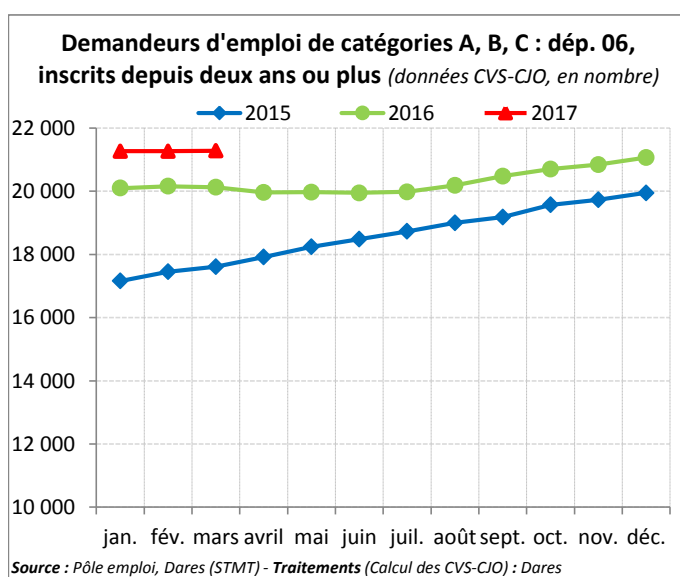
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 40 600. Par rapport à fin décembre 2016, il est en hausse de 0,6 % (+ 230 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,1 % (+ 460 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 202 200 fin mars 2017, soit une hausse de 1,0 % par rapport à fin décembre 2016 (+1 990 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,4 % sur un an (- 790 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 410 500 fin mars 2017, soit une hausse de 0,1 % par rapport à fin décembre 2016 (+2 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,7 % sur un an (-67 400 demandeurs d'emploi).



- Fin mars 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 21 280. Par rapport à fin décembre 2016, il est en hausse de 1,0 % (+ 210 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,7 % (+1 150 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 110 130 fin mars 2017, soit une hausse de 1,4 % par rapport à fin décembre 2016 (+1 510 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,4 % sur un an (+3 660 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 369 600 fin mars 2017, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin décembre 2016 (+9 100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,7 % sur un an (+8 900 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T1 2017	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	31 720	-3,4	0,9
Paca	143 030	-3,8	2,0
France métro.	1 615 400	-2,0	5,0

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T1 2017, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 3,4 % par rapport au T4 2016. Sur un an, elles progressent de 0,9 %.

- En Paca, les entrées sont en baisse de 3,8 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 2,0 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T1 2017	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	30 660	-4,8	-1,4
Paca	139 530	-4,2	-0,8
France métro.	1 561 900	-5,6	1,7

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T1 2017, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 4,8 % par rapport au T4 2016. Sur un an, elles baissent de 1,4 %.

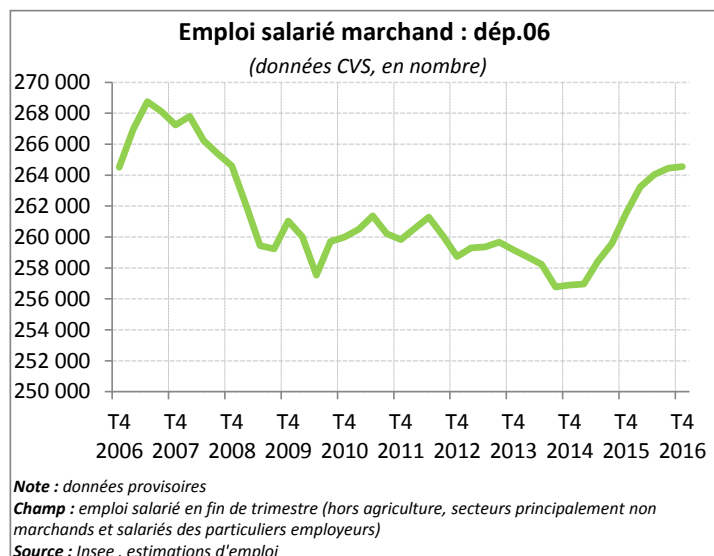
- En Paca, les sorties sont en baisse de 4,2 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en baisse de 5,6 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Emploi

Emploi salarié marchand

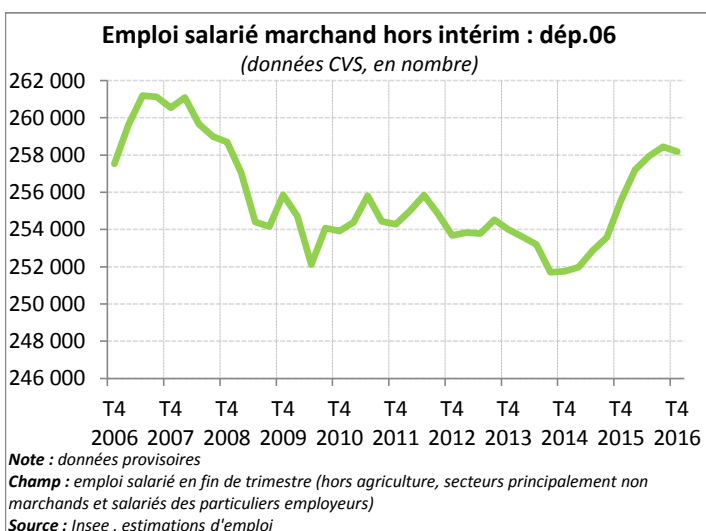
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T4 2016, les Alpes-Maritimes comptent 264 554 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 104 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 3 014 de plus qu'un an auparavant (+1,2 %).

- A la fin du T4 2016, Paca compte 1 131 258 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 1 688 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 15 613 de plus qu'un an auparavant (+1,4 %).

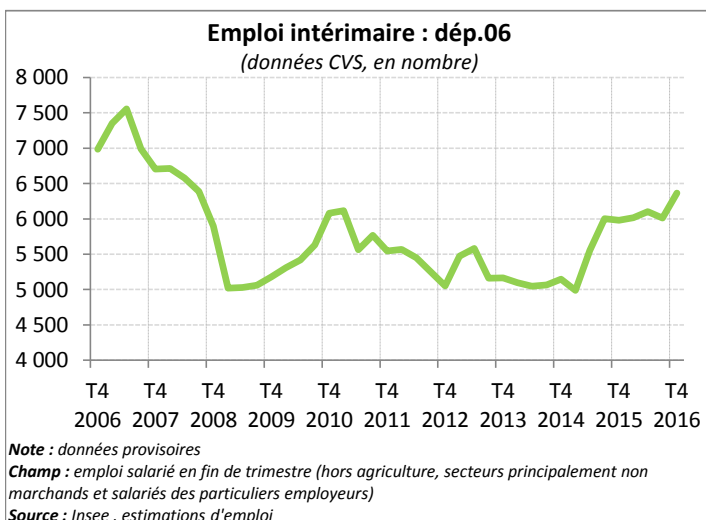
- A la fin du T4 2016, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 741 500. C'est 70 300 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 193 200 de plus qu'un an auparavant (+1,2 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 258 188 à la fin du T4 2016 dans les Alpes-Maritimes. C'est 249 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) et 2 629 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 091 145 à la fin du T4 2016. C'est 145 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,0 %) et 11 177 de plus qu'un an plus tôt (+1,0 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 15 083 015 à la fin du T4 2016. C'est 26 971 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 117 147 de plus qu'un an auparavant (+0,8 %).



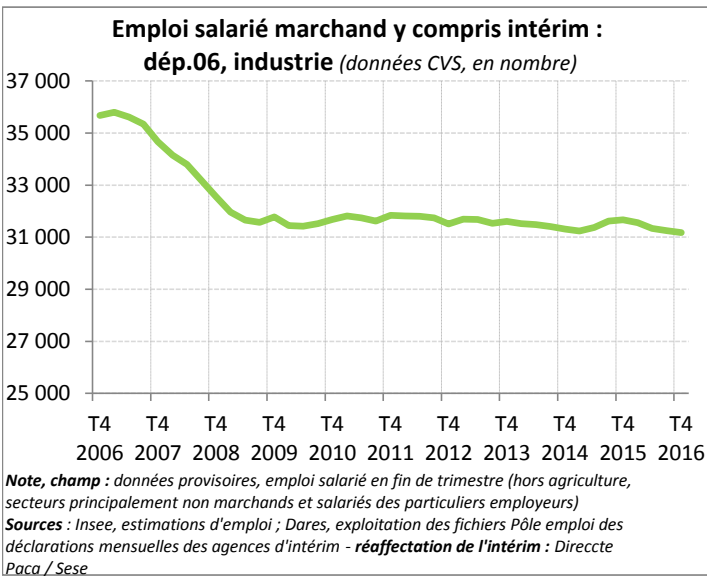
- A la fin du T4 2016, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 6 366 dans les Alpes-Maritimes. C'est 353 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+5,9 %) et 385 de plus qu'un an auparavant (+6,4 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 40 113 à la fin du T4 2016. C'est 1 833 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+4,8 %) et 4 436 de plus qu'un an auparavant (+12,4 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 658 485 à la fin du T4 2016. C'est 43 329 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+7,0 %) et 76 053 de plus qu'un an auparavant (+13,1 %).

Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

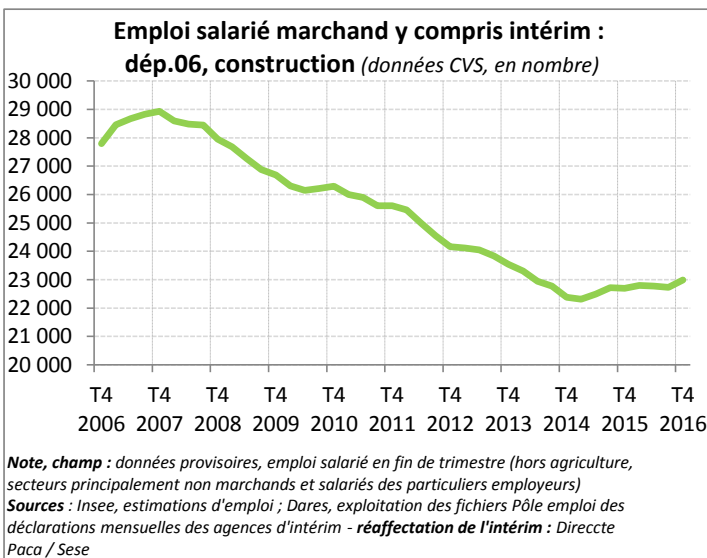
Afin de mieux apprécier les besoins totaux en ressources de main d'oeuvre par secteur d'activité, le Sese de la Direccte Paca a mis au point une méthode pour réaffecter les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. Celle-ci permet, comme pour l'emploi salarié total, de décomposer l'emploi salarié marchand par secteur d'activité entre, d'une part, l'emploi hors intérim et, d'autre part, l'emploi intérimaire.



- A la fin du T4 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 31 175. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 77 (-0,2 %) : -132 emplois hors intérim et +55 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 493 (-1,6 %).

- A la fin du T4 2016, Paca compte 165 426 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2016, ce nombre augmente de 370 (+0,2 %) : -19 emplois hors intérim et +389 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 68 (+0,0 %).

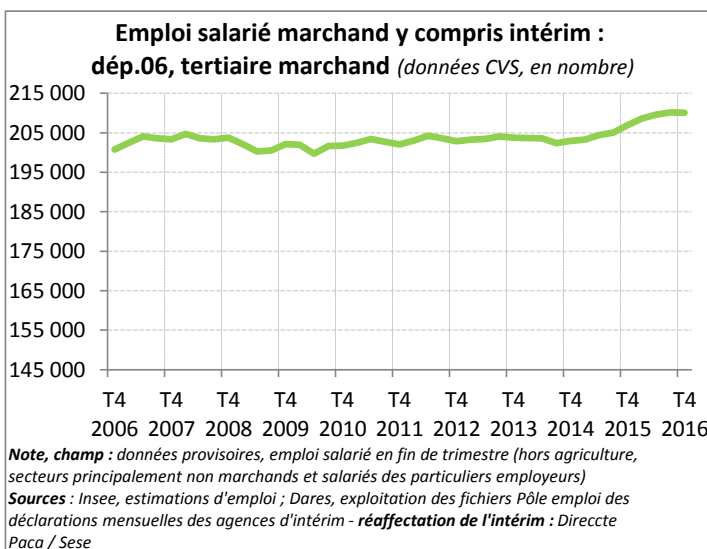
- A la fin du T4 2016, la France métropolitaine compte 3 388 000 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2016, ce nombre augmente de 13 500 (+0,4 %) : -5 500 emplois hors intérim et +19 015 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 300 (-0,0 %).



- A la fin du T4 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 22 985. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 253 (+1,1 %) : +96 emplois hors intérim et +157 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 293 (+1,3 %).

- A la fin du T4 2016, Paca compte 109 378 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2016, ce nombre augmente de 1 001 (+0,9 %) : +282 emplois hors intérim et +719 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 2 264 (+2,1 %).

- A la fin du T4 2016, la France métropolitaine compte 1 428 100 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2016, ce nombre augmente de 4 900 (+0,3 %) : -2 100 emplois hors intérim et +7 021 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 4 700 (+0,3 %).



- A la fin du T4 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 210 077. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 108 (-0,1 %) : -213 emplois hors intérim et +105 intérimaires. Sur un an, il progresse de 3 166 (+1,5 %).

- A la fin du T4 2016, Paca compte 854 982 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2016, ce nombre augmente de 194 (+0,0 %) : -408 emplois hors intérim et +602 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 13 106 (+1,6 %).

- A la fin du T4 2016, la France métropolitaine compte 10 908 900 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2016, ce nombre augmente de 50 100 (+0,5 %) : +34 600 emplois hors intérim et +15 517 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 186 400 (+1,7 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Contrats uniques d'insertion (CUI)

Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T4 2016	T4 2015
Dép. 06	CUI	1 390	1 549
	CUI-CAE (non marchands)	1 283	1 225
	CUI-CIE (marchands)	107	324
Paca	CUI	9 382	10 216
	CUI-CAE (non marchands)	8 384	8 185
	CUI-CIE (marchands)	998	2 031
France métro.	CUI	73 212	97 327
	CUI-CAE (non marchands)	66 467	69 116
	CUI-CIE (marchands)	6 745	28 211

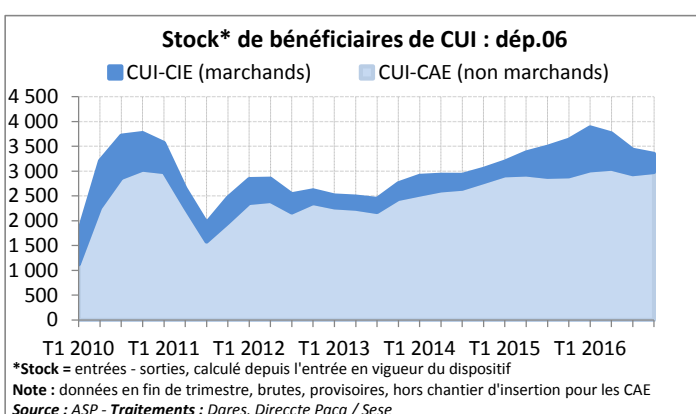
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2016, dans les Alpes-Maritimes, 1 390 CUI sont signés ou reconduits, soit 159 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 9 382 CUI sont signés ou reconduits au cours du T4 2016, soit 834 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 73 212 CUI sont signés ou reconduits au cours du T4 2016, soit 24 115 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T4 2016, les Alpes-Maritimes comptent 3 348 bénéficiaires de CUI (dont 89 % dans le secteur non marchand), soit 283 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 24 188 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T4 2016, soit 152 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 258 968 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T4 2016, soit 10 941 de moins qu'un an auparavant.

Emplois d'avenir (EAV)

Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T4 2016	T4 2015
Dép. 06	EAV	171	228
	EAV non marchands	149	176
	EAV marchands	22	52
Paca	EAV	1 297	1 925
	EAV non marchands	1 088	1 475
	EAV marchands	209	450
France métro.	EAV	12 989	18 558
	EAV non marchands	10 465	13 568
	EAV marchands	2 524	4 990

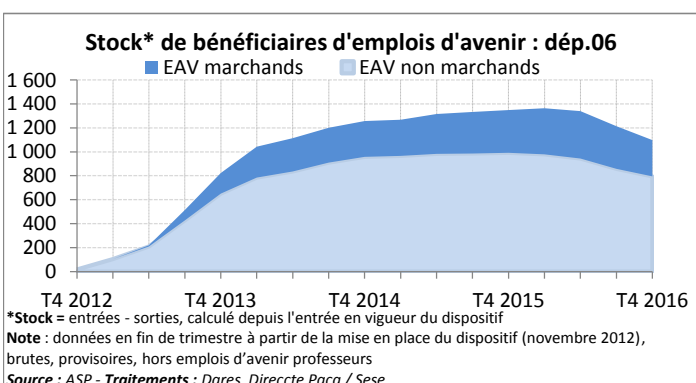
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2016, dans les Alpes-Maritimes, 171 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 57 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 1 297 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T4 2016, soit 628 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 12 989 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T4 2016, soit 5 569 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T4 2016, les Alpes-Maritimes comptent 1 098 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 72 % dans le secteur non marchand), soit 251 de moins que l'année précédente.

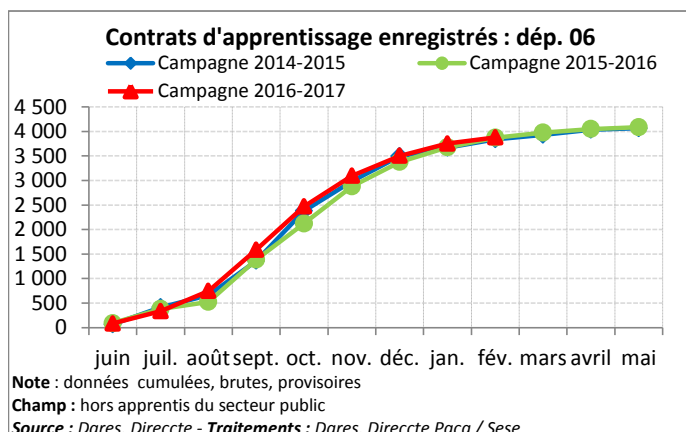
- En Paca, 8 205 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T4 2016, soit 2 119 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 96 049 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T4 2016, soit 20 742 de moins qu'un an auparavant.

Contrats de génération

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de génération sont indisponibles. Les données seront à nouveau disponibles dans la prochaine publication.

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2016 à février 2017, les Alpes-Maritimes enregistrent 3 877 contrats d'apprentissage, soit 5 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 18 818 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2016 à février 2017, soit 181 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 263 240 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2016 à février 2017, soit 3 717 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Contrats de professionnalisation

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

Définitions : Emploi

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee sont calculées sur le champ des secteurs marchands hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité, le Sese de la Direccte Paca a réaffecté les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentées dans cette synthèse sont différentes de celles publiées par l'Insee, qui classe l'intérim exclusivement dans le secteur des services marchands.

Pour effectuer cette réaffectation, le Sese a mis au point une méthode, inspirée de celle de la Direccte Nord-Pas-de-Calais, qui est explicitée dans l'encadré en page 3 de la Note de conjoncture n°2. Cette méthode consiste à désaisonnaliser, pour chaque secteur d'activité, les séries départementales du nombre de contrats intérimaires en cours en fin de mois à l'agence d'intérim produites par la Dares, puis pour chaque département, à calculer la part que représente chaque secteur dans le nombre total de contrats intérimaires en cours en fin de mois. Ces proportions sont ensuite appliquées à la série régionale d'intérim co-produite par l'Insee et la Dares. On obtient ainsi une série d'effectifs intérimaires corrigée des variations saisonnières, ventilée par secteur d'activité et par département, cohérente avec les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee. Les effectifs intérimaires au niveau de la région sont obtenus en sommant les effectifs départementaux. En ajoutant ces effectifs à ceux hors intérim diffusés par l'Insee, on obtient enfin une nouvelle série d'emploi salarié où chaque intérimaire est réaffecté à son secteur d'activité employeur. Ce sont ces données qui sont analysées dans la présente synthèse.

Attention : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion** (CUI) : entrés en vigueur le 1er janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans et plus et les bénéficiaires de minima sociaux. Ils se déclinent en deux volets : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand, et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 8 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans des zones urbaines sensibles ou de revitalisation rurale. Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **contrats de génération** : entrés en vigueur le 1er mars 2013, ces contrats sont issus d'un accord unanime des partenaires sociaux. Ils visent à faciliter l'insertion durable des jeunes, à favoriser l'embauche ou le maintien dans l'emploi des salariés âgés et à encourager la transmission des compétences et des savoir-faire. Ils sont applicables à tous les employeurs du secteur privé, ainsi qu'aux établissements publics à caractère industriel et commercial de 300 salariés et plus. Les entreprises de 300 salariés et plus ne bénéficient toutefois d'aucune aide.

- Les **contrats d'apprentissage** : ces contrats de travail, d'une durée maximale de 3 ans, ont pour but de donner une formation générale, théorique et pratique, à des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, afin qu'ils obtiennent une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. Ils reposent sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

- Les **contrats de professionnalisation** : mis en place en 2005, ces contrats de travail, à durée déterminée ou indéterminée, permettent d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'Etat ou la branche professionnelle, grâce à des périodes de formation théorique dispensée en centres de formation, ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ils s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, aux personnes ayant bénéficié d'un Contrat unique d'insertion, ainsi qu'aux bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

- [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)
- [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrice Russac

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr et Virginie Meyer virginie.meyer@direccte.gouv.fr